

[Jonathan Lis](#) et [Yaniv Kubovich](#) 23.03.2025

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)

Le gouvernement israélien approuve la création d'un bureau pour l'« émigration volontaire » des Palestiniens de Gaza

Le ministre de la défense, M. Katz, a déclaré que le bureau aura pour mission de faciliter « le passage sûr et supervisé » des habitants de Gaza vers les pays cibles. Les ministres ont également approuvé la séparation de 13 quartiers dans les colonies de Cisjordanie, leur accordant un statut de colonie indépendante.



Palestiniens déplacés à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, ce week-end. Credit : Jehad Alshrafi/AP

Le cabinet de sécurité israélien a approuvé la création d'un « Bureau d'émigration volontaire pour les habitants de Gaza désireux de s'installer dans des pays tiers », conformément au droit israélien et international, a annoncé dimanche le ministre de la défense, Israël Katz.

Dans sa déclaration, il a indiqué que la direction fonctionnerait en coordination avec les organisations internationales et d'autres organes directeurs, conformément aux instructions du gouvernement, et qu'elle coordonnerait l'activité des ministères concernés. M. Katz a ajouté que l'administration sera liée au droit israélien et international.

Lors d'une discussion censée porter sur le retour des otages, les responsables de la sécurité ont présenté aux ministres des options pour intensifier la pression militaire sur le Hamas à Gaza afin de faciliter leur libération.

La déclaration de M. Katz sur l'administration mentionne qu'elle agira « pour préparer et faciliter le passage sûr et supervisé des habitants de Gaza en vue d'une sortie volontaire vers des pays tiers ».

M. Katz a ajouté que le départ des Palestiniens de Gaza, dont le soutien a suscité des accusations de nettoyage ethnique, serait exécuté par « la mise en place d'une route et de contrôles de sécurité pour les piétons aux points de passage désignés dans la bande de Gaza, ainsi que par la coordination de la mise en place d'infrastructures permettant le passage par voie terrestre, maritime et aérienne vers les pays cibles ». M. Katz a également déclaré qu'il annoncerait bientôt le nom du candidat à la tête de la direction.



Des Palestiniens déplacés marchent vers le camp de réfugiés de Jabalya, dans le nord de la bande de Gaza, la semaine dernière. Credit : Jihad Alshrafi/AP

Parallèlement aux préparatifs en vue de l'établissement de la direction des transferts à Gaza, des informations continuent de circuler sur les pays qui pourraient prétendument accueillir les déplacés de Gaza.

Le Bureau égyptien de l'information a démenti une information parue ce week-end selon laquelle le président Abdel Fattah el-Sisi aurait annoncé que son pays acceptait d'accueillir temporairement un demi-million d'habitants de Gaza dans une ville du nord du Sinaï dans le cadre du processus de reconstruction de Gaza.

« Ces affirmations sont entièrement fausses et en contradiction flagrante avec notre position depuis les premiers jours de la guerre », a déclaré le bureau au journal libanais Al-Akhbar. Il a souligné que l'Égypte s'opposait catégoriquement à toute tentative d'exil des habitants de Gaza, et en particulier à leur transfert en Égypte « en raison d'un risque pour la sécurité nationale ».

Il y a dix jours, l'Associated Press a rapporté que les États-Unis et Israël avaient contacté de hauts fonctionnaires des pays africains du Soudan, de la Somalie et de l'État non reconnu du Somaliland pour discuter du transfert des personnes déplacées de Gaza sur leur territoire.

Selon ce rapport, des sources au Soudan ont déclaré que leur pays avait décliné les offres des États-Unis, tandis que des sources officielles en Somalie et au Somaliland ont déclaré qu'elles n'étaient pas au courant des tentatives de les contacter à ce sujet. La Somalie a ensuite publié une déclaration rejetant toute offre qui porterait atteinte au droit du peuple palestinien à vivre dans sa patrie.

Dans la nuit, les ministres israéliens ont également approuvé la séparation de 13 quartiers dans les colonies de Cisjordanie, leur accordant ainsi un statut de colonie indépendante.

Selon le parti d'extrême droite, le Sionisme religieux, qui a promu cette mesure, celle-ci « fera progresser et développera les colonies ».

Le ministre des finances, Bezalel Smotrich, a déclaré après le vote : « Nous continuons, avec l'aide de Dieu, à mener une révolution de normalisation et de régulation des colonies », ajoutant qu'il s'agit d'une nouvelle étape importante vers la souveraineté de facto en Judée et en Samarie.